



République du TCHAD : Résumé exécutif de l'Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire (ENSA) - Octobre 2016

- A. 18,5% des ménages tchadiens sont en insécurité alimentaire au mois d'octobre 2016, dont 1,8% en insécurité alimentaire sévère et 16,7% en situation modérée. Comparativement à la même période de l'année dernière, le **taux d'insécurité alimentaire** qui était de 25% en octobre 2015, **baisse** de façon **substantielle**. C'est également le taux le plus faible observé depuis 2011 au mois d'octobre/novembre.
- B. Au niveau régional, l'insécurité alimentaire affecte davantage les régions du Sahel que celles du sud du pays. En effet, les régions du Barh El Gazal ; Borkou ; Kanem; Batha; Guera, Ennedi ont des proportions de ménages en insécurité alimentaire dépassant 40%, ce qui est très élevé. Comparativement à l'année dernière à la même période, les taux d'insécurité alimentaire **baissent dans presque toutes les régions** du pays à l'exception du Borkou, des Ennedi et du Kanem qui enregistrent des hausses de plus de 10% en un an (voir cartes de la page suivante).
- C. La **situation** demeure **critique dans la région du Lac Tchad**, où le taux d'insécurité alimentaire de la population déplacée est passé de 15,4% en mars 2016 (EFSA) à 35% en octobre 2016 (ENSA) malgré l'assistance alimentaire qu'ils reçoivent, principalement en raison de l'érosion de leurs moyens de subsistance (manque de terre pour l'agriculture, l'interdiction de la pêche, l'effondrement des prix du bétail) et l'incapacité des ménages à utiliser les stratégies traditionnelles en raison du déplacement.
- D. Si tout le **Sahel** continue à pâtir de la **récurrence des crises** qui finissent par éroder la capacité de résilience des ménages, certaines régions présentent des situations encore plus préoccupantes. C'est le cas du **Kanem et du Bar El Gazal** dont les économies dépendaient des activités des ménages autour du Lac Tchad. La crise sécuritaire en cours a annihilé les opportunités de travail saisonnier pour les migrants venant de ces régions, se traduisant ainsi par d'importantes pertes de revenus affectant la sécurité alimentaire et la nutrition des groupes les plus vulnérables.
- E. Plusieurs facteurs ont permis aux **tendances de l'insécurité alimentaire** de **s'infléchir** au cours de cette enquête post-récoltes : (i) les prix des denrées alimentaires sont restés relativement bas tout au long de l'année 2016 ; (ii) l'apparition précoce des prémices de la campagne agropastorale ; (iii) La bonne disponibilité des produits laitiers dans les zones pastorales et agropastorales grâce à la reconstitution rapide de la biomasse; (iv) Les interventions du gouvernement et de ses partenaires en faveur des ménages vulnérables. Les niveaux d'insécurité alimentaire constatés au mois d'octobre résultent essentiellement de difficultés d'accès à la nourriture pour les ménages les plus vulnérables faute de revenus monétaires.
- F. Malgré cette amélioration substantielle de la situation courante de la sécurité alimentaire, les experts ont identifié lors de l'atelier du Cadre Harmonisé, **des facteurs qui pourraient affecter négativement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables durant la période de soudure à venir**. Ils ont ainsi estimé que 16 départements sur les 69 que compte le pays pourraient se trouver en situation de crise entre les mois de juillet à septembre 2017. 29 régions quant à elles se trouveraient sous stress avec un peu plus d'un million de personnes en besoin d'assistance d'urgence (phase 3 et plus).
- G. Parmi les facteurs à surveiller dans les mois à venir les principales sont : (i) les conséquences de la **crise du bassin du Lac Tchad**, (ii) l'impact de la **crise économique** que connaît le pays sur le fonctionnement de l'économie, (iii) les risques d'une **crise** majeure que fait peser le nombre important de **bétail** invendu à cause de la fermeture des frontières, affectant les échanges et la transhumance.
- H. Le Gouvernement, avec l'appui de ses partenaires, prévoit mettre en œuvre les interventions de réponses adéquates pour couvrir les besoins des plus vulnérables. En plus des programmes classiques (ventes de produits alimentaires à prix subventionnés, prévention et traitement de la malnutrition, transferts de vivres et d'argent inconditionnels) et les activités de renforcement de la résilience qui resteront essentiels pour maintenir et améliorer les tendances observées au cours de cette enquête, il faudra mettre en place des programmes de rachat des surplus de production à des prix rémunérateurs. De plus, la situation du cheptel pourrait nécessiter des interventions appropriées à partir du deuxième trimestre 2017 pour faire face à un déficit fourrager pouvant entraîner une crise pastorale.



Tableau 1: Approche consolidée de présentation des indicateurs de sécurité alimentaire (CARI)

| Domaines et indicateurs | | Sécurité alimentaire | Sécurité alimentaire marginale | Insécurité alimentaire modérée | Insécurité alimentaire sévère |
|---|--|----------------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------------|
| Score de consommation alimentaire (FCS) | | Acceptable 81.2% | - | Limite 12.2% | Pauvre 6.6% |
| Capacité d'adaptation | Vulnérabilité économique (Dépenses alimentaires) | Part < 50% 17.6% | 50 - 65% 24.6% | 65 - 75% 22% | Part > 75% 35.8% |
| | Dépréciation des actifs (stratégies) | Aucune 31.6% | Stress 48.8% | Crise 15.3% | Urgence 4.3% |
| Insécurité alimentaire | | 33.8% | 47.7% | 16.7% | 1.8% |

Repartition des ménages par classe d'Insécurité Alimentaire Globale (Octobre 2015 et Octobre 2016)

